L'Éthiopie retarde à nouveau les scrutins en raison de problèmes de sécurité et de logistique

Page 7



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du jeudi 20 mai 2021

7 jrs/7

N°1629 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Relance économique en Afrique : Ce qu'il faut retenir du sommet de Paris

Page 2





Ghana : La jeunesse se tourne vers les médias sociaux pour `` résoudre les problèmes du pays ''

Page 9

AFRIQUE

Relance économique en Afrique : Ce qu'il faut retenir du sommet de Paris



Le président Emmanuel Macron hôte du sommet sur l'économie africaine avec les chefs de l'Etat sénégalais(à gauche) et congolais (derrière), la directrice du FMI en rouge

Le sommet de Paris consacré à la relance des économies africaines s'est achevé mardi 18 mai dans la soirée. Le «New deal» pour l'Afrique, notamment, la nouvelle allocation africaine, l'objectif de la vaccination contre la Covid-19 et la question de la dette africaine ont été les grands points à retenir lors de ce sommet.

Pas de sortie de crise économique sans une sortie de crise sanitaire. Tous les participants du sommet de Paris, de son initiateur, le président Français Emmanuel Macron aux différents dirigeants africains et européens ont été tous unanimes sur ce point. Ils ont promis d'aider le continent sur le plan sanitaire. Ils se sont prononcés en faveur de la levée des brevets afin de favoriser la production sur le continent et la vaccination massive.

« Nous soutenons les transferts de technologie et un travail qui a été demandé à l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce et au Medicines Patent Pool (soutenu par l'ONU, ndlr) de lever toutes les contraintes en termes de propriété intellectuelle qui bloquent la production de quelque type de vaccins que ce soit », a déclaré le président français devant la presse à l'issue de la conférence. De plus, le FMI, l'Europe et d'autres acteurs internationaux, dont la Chine, ont accepté d'aller au-delà de l'objectif de Covax de vacciner 20

La suite à la page 3

AFRIQUE

La suite de la page 2

% de la population africaine. Le nouvel objectif est de 40% d'ici la fin de l'année.

Pour les dirigeants africains, produire le vaccin anit-covid sur le continent africain lui-même pourrait réduire la défiance qui pèse sur les remèdes produits hors du continent.

Une nouvelle allocation africaine

«Nous sommes réunis ici pour inverser ce qui s'est développé, un décalage très risqué entre les économies avancées et les pays en développement, en particulier (en) Afrique», a insisté Kristalina Georgieva, directrice du FMI. Selon elle, le produit intérieur brut en Afrique va croître de seulement 3,2 % cette année contre 6 % dans le reste du monde. Pour ce faire, les participants du sommet ont discuté d'une réaffectation des réserves du FMI (DTS ou droits de tirage spéciaux) des pays riches vers les économies en développement. Alors que seulement 34 milliards de dollars de ces réserves seront allouées à l'Afrique, Emmanuel Macron a formulé le vœu que ce montant passe à 100 milliards de dollars, en annonçant que la France et le Portugal avaient déjà décidé de réallouer leurs DTS.

Ces allocations sont exceptionnelles et pourront être prêtées à taux zéro via le FMI. Ce dernier y a recouru à quatre reprises dans son histoire. La dernière fois, au lendemain de la crise financière de 2008.

La question de la dette

Autre point débattu : la question de la dette africaine. Sur ce point, le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire a expliqué que le défi résidait moins dans le fait de réduire le ratio de dette par rapport au produit intérieur brut que dans l'insuffisance des recettes fiscales. Les pays africains plaident pour l'annulation de la dette, tout simplement. « Nous avons également parlé de l'annulation ou de la restructuration de la dette. Cela dépendra, évidemment je comprends bien, de l'attitude des bailleurs. Nous avons réussi à mettre ensemble grâce à cette conférence donc les États-Unis, la Chine et l'Union européenne qui sont tous d'accord à ce sujet de regarder dans quel sens nous pourrons obtenir cela », a indiqué Félix Tshisekedi, le président en exercice de l'Union africaine.

Par ailleurs, pour faire face aux besoins du continent pour la période 2021 - 2025, il faut entre 250 et 425 milliards de dollars selon le FMI.

Line Rose

CRISE SCOLAIRE AU BURKINA : La FESCIBF condamne les actes de vandalisme et appelle à la reprise des cours

Le bureau exécutif national de la Fédération estudiantine et scolaire pour l'intégrité au Burkina Faso (FESCIBF) a tenu une conférence de presse le 18 mai 2021 à Ouagadougou sur la crise scolaire. La FESCIBF a condamné les violences et appelé les élèves à reprendre les cours.

La Fédération estudiantine et scolaire pour l'intégrité au Burkina Faso (FESCIBF) a donné sa lecture de la situation tendue qui prévaut entre l'administration scolaire burkinabè et les élèves.

D'entrée de jeu, Augustin Ali Pallo, Secrétaire général national de la FESCIBF, et ses camarades ont déploré les violences et la destructions des biens matériels lors des grèves des élèves à travers le pays et ont déploré la perte en vie humaine de l'élève Kinda Cécile à Koungoussi suite à la

La suite à la page 4

BURKINA FASO

La suite de la page 3



Le bureau exécutif national de la Fédération estudiantine et scolaire pour l'intégrité au Burkina Faso (FESCIBF) lors de la conférence de presse.

manifestation du 29 avril dernier.

En effet, par la voix du secrétaire général de la Fédération, Augustin Ali Pallo , suite à la manifestation du 29 avril 2021 à Koungoussi et celle du Lycée Zinda qui a causé le saccage de l'administration et la destruction du véhicule du proviseur, la FESCIBF a demandé aux autorités compétentes de diligenter une enquête pour situer les responsabilités afin que justice soit faite.

En outre, les conférenciers ont rappelé que la crise qui sévit au sein du monde scolaire est due notamment à la suppression des sujets au choix en Sciences de la vie et de la Terre ainsi qu'en Histoire et Géographie pendant les examens scolaires. Cela a suscité beaucoup de polémique et a amené les élèves à protester par des grèves émaillées de violence et réprimées par les forces de l'ordre, selon le constat des conférenciers. Faisant référence à une conférence de presse du ministre chargé de l'Éducation nationale où il est ressorti que l'accès aux universités publiques ne sera conditionné à aucun test, d'après elle, la FESCIBF a souhaité que les autorités en charge de l'éducation matérialisent cela par un acte officiel, question de rassurer l'ensemble des acteurs de l'éducation.

Par ailleurs, la question des cotisations de l'association des parents d'élèves (APE) a aussi été abordée lors de la conférence de presse. Pour le SG de la FESCIBF, l'accès à l'école ne doit être conditionné au paiement des frais APE pour aucun élève; parce que, dit-il, l'école est gratuite. Pour ce qui est des bacheliers qui n'ont pas été inscrits, le ministre de l'éducation et celui de l'enseignement supérieur ont été interpellés par la FESCIBF pour trouver une solution afin que ces étudiants soient orientés et dédommagés.

Sur les revendications concernant la suspension des activités socioculturelles et la suppression des examens blancs, selon les conférenciers, les raisons avancées par les élèves ne sauraient les amener dans la rue, car cette décision de suspension existait avant l'avènement des réformes.

Avant d'appeler les élèves à reprendre les cours,la fédération a indiqué que la réforme de l'éducation doit impliquer l'ensemble des acteurs et tenir compte des besoins et des réalités du Burkina en matière d'éducation.

Lucien Dakissaga

BURKINA FASO

L'audience de l' affaire "fraude fiscale» renvoyée au 1er juin 2021

Par voie de presse, le procureur du Faso près le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Ouagadougou? Harouna Yoda, informait l'opinion nationale que dans le cadre d'une plainte du Directeur Général des Impôts (DGI) contre trois entreprises pour «des faits de fraude fiscale», un procès se tiendra le 18 mai 2021. L'audience a , cependant, été été **renvoyée au 1er juin prochain. Mais qu'en est-il de cette affaire?**



Le palais de justice de Ouaga abritera le 1er juin prochain le procès de l'affaire dite de fraude fiscale.

Il ressort de la plainte que parmi les trois entreprises mises en cause par la DGI, une d'entre elles a fait d'importantes déductions de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) transmises pour le compte de ses clients. Ayant constaté cela, la Direction des enquêtes et de la recherche fiscale a soupçonné une fraude fiscale de TVA de la part de cette entreprise qui avait à peine vu le jour le 7 mars 2019. De fil à aiguille, les investigations mettent à nu certaines réalités, nous apprend toujours le communiqué. En effet, les trois entreprises sont la propriété d'une seule et même personne, qui passait par cette voie, avec la complicité de plusieurs "entreprises partenaires", pour se soustraire au paiement des impôts. Pour ce faire, elles faisaient recours aux fausses factures. A en croire toujours la même source, ces entreprises avaient des pratiques aussi qui leur permettaient de bénéficier de la déductibilité de la TVA. Cette «fraude» des trois entreprises se faisait en étroite complicité avec 59 autres entreprises, ce qui aurait occasionné un manque à gagner en termes de droits simples, estimés à plus de 6 milliards de FCFA.

Sur 4 individus interpellés à la suite des enquêtes, 2 ont été relaxés pour «absence d'infraction à leur égard». Les 2 autres, placés sous mandat de dépôt, sont accusés de «faux en écriture privée de commerce, usage de faux en écriture privée de commerce, usage indu d'un numéro IFU, et complicité de soustraction frauduleuse à l'impôt». Ces derniers risquent une peine d'emprisonnement et une amende de 1.000.000 à 10.000.000 de FCFA outre les éventuels dommages et intérêts auxquels ils pourraient être condamnés.

Quant aux 59 «entreprises complices», celles-ci et leurs dirigeants seront poursuivis de «blanchiment de capitaux». Rendez-vous est donc pris pour le 1er juin prochain pour le début de l'audience.

Abdoul Karim TAPSOBA

CONGO BRAZZAVILLE

Le président congolais Sassou Nguesso nomme son fils ministre dans le nouveau gouvernement



Denis Sassou Nguesso 77 ans dirige le Congo Brazzaville depuis 1979 avec une brève interruption au début des années 1990

Le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a choisi un nouveau gouvernement dans lequel son fils ainsi qu'un chef de l'opposition sont des membres.

Le gouvernement précédent a démissionné à la suite de l'élection présidentielle de mars dernier qui a consacré Sassou Nguesso président de la république pour un quatrième mandat. Le nouveau gouvernement compte 36 membres dont quatre ministres d'état et huit femmes, a annoncé samedi le communiqué officiel. Le fils du président Denis Christel Sassou Nguesso, dirigera le nouveau ministère de la coopération internationale et des partenariats public-privé. Le fils de Sassou Nguesso est l'un des 11 nouveaux venus dans l'administration. La nouvelle équipe gouvernementale, M. Sassou Nguesso, qui cumule 37 ans à la tête du pays, est dirigée par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso qui a reçu pour consigne de se mettre au travail «sans délai». L'équipe gouvernemental doit relever des défis sociaux, notamment le règlement de plusieurs trimestres d'arriérés des pensions de retraite, tout comme les bourses des étudiants. La question de la dette publique (plus de 87% du PIB en 2020 avant la pandémie de Covid-19) et la relance des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI)



Denis Christel Sassou Nguesso, prend le portefeuille fraîchement créé de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé.

La suite à la page 7

ETHIOPIE

La suite de la page 6

font partie des défis économiques de ce gouvernement.

Détournement de fonds

Parmi les membres entrant du gouvernement figure le fils du chef de l'Etat Denis Christel N'Guesso, qui est nommé à la tête du portefeuille fraîchement créé de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé. Pourtant , ce dernier est accusé de détournement de fonds publics. En effet, en juillet dernier, l'ONG Global Witness a déclaré que les procureurs fédéraux américains enquêtaient sur Denis Christel Nguesso , 46 ans, sur des allégations de détournement de fonds de plusieurs millions de dollars de la société publique nationale du pétrole du Congo. Ancien député , il était numéro deux de la compagnie pétrolière nationale congolaise, la SNPC. Des enquêtes sont en cours en France sur les «Biens mal acquis» suite au dépôt d'une plainte par Transparency International, et des enquêtes sur la manière dont il a acquis ses actifs sont également menées aux États-Unis. Au sein du Parti travailliste congolais (PCT) au pouvoir et même dans plusieurs autres partis politiques, beaucoup pensent que le fils du président se prépare à lui succéder à la tête de l'État. Denis Christel a démenti les allégations, affirmant qu '»avant d'être le fils du président, je suis avant tout un citoyen congolais».

K.Fiakofi

L'Éthiopie retarde à nouveau les scrutins en raison de problèmes de sécurité et de logistique



Le vote était initialement prévu pour août de l'année dernière mais a été reporté pour la première fois en raison de la pandémie de coronavirus

Les autorités éthiopiennes ont officiellement reporté samedi les élections nationales prévues pour le 5 juin, invoquant le faible taux d'inscription des électeurs et des problèmes logistiques.

Lors d'un forum de consultation avec les partis politiques, le Conseil électoral éthiopien a annoncé que la 6e élection générale ne se tiendrait pas à la date prévue. La raison selon le site d'information Nation Africa ,était que l'inscription des électeurs et d'autres «activités» n'avaient pas été menées à bien conformément au calendrier. Le conseil a demandé aux dizaines de partis politiques de retarder les élections d'au moins trois semaines. L'année dernière, le pays a reporté une élection parlementaire en raison de la pandémie de Covid-19.Les Éthiopiens étaient censés voter le 5 juin 2021 pour élire un nouveau Parlement ainsi que des conseils régionaux et municipaux.

Les raisons

Tout en confirmant formellement le report plus tard samedi, le Conseil électoral national d'Éthiopie (NEBE) a déclaré que des prolongations répétées des dates d'inscription des électeurs, des retards dans la nomination et la formation du personnel électoral ainsi que des retards dans l'impression et la distribution des bulletins de vote ont forcé le

La suite à la page 8

ETHIOPIE

La suite de la page 7



Les Éthiopiens fuyant les combats en cours dans la région du Tigré portent leurs affaires après avoir traversé la rivière Setit à la frontière entre le Soudan et l'Éthiopie

retard. Selon Xinhua , Birtukan Mideksa,la présidente de la Commission nationale électorale a déclaré que la nouvelle date de vote serait annoncée peu de temps après des consultations avec un large éventail de parties prenantes électorales. Plus tôt samedi, le NEBE a annoncé avoir enregistré plus de 36,2 millions d'électeurs potentiels sur un nombre d'électeurs potentiels d'environ 50 millions.Dans le système de gouvernement parlementaire éthiopien, le Premier ministre, qui est la plus haute autorité du pays, est choisi au sein du parti qui remporte le plus de sièges au niveau du Parlement fédéral et sera assermenté après le vote parlementaire.

Conflits au tigré

Selon William Davison de l'International Crisis Group , la commission électorale n'a pas été initialement en mesure de procéder à l'inscription des électeurs dans l'ouest de l'Oromia. Les problèmes de sécurité ont également conduit à d'énormes problèmes à Benishangul-Gumuz. Concernant le Tigray, M. Davidson a déclaré à Reuters qu'il y a une guerre civile en cours au Tigray. Il y a un état d'urgence, donc il n'y aura pas d'élections au Tigray" , a-t-il précisé témoignant qu'il y a également eu des retards dans l'inscription des électeurs dans les régions Afar et Somali, où il y a eu récemment un différend territorial entre les forces paramilitaires régionales. En raison de la situation instable, certains partis d'opposition, dont le puissant Congrès fédéraliste de l'Oromo (OFC) et le Front de libération de l'Oromo (OLF), ont boycotté le scrutin. II accusent le gouvernement d'avoir arrêté leurs dirigeants, d'intermédiaire entre leurs membres et de fermer leurs bureaux.

K.Fiakofi

Algérie : Le pays compte rouvrir ses frontières début juin

L'Algérie va rouvrir partiellement ses frontières à partir du 1er juin, après plus d'un an de fermeture en raison de la pandémie du Covid-19, a annoncé dimanche 16 mai la présidence dans un communiqué que le journal Le Monde a relayé.

L'Algérie avait fermé ses frontières le 17 mars 2020. Plusieurs millions d'Algériens de l'étranger attendaient avec impatience la réouverture. « Après la présentation des recommandations, le conseil des ministres a approuvé des propositions en faveur d'une ouverture partielle des frontières terrestres et aériennes algériennes dès début juin », pouvait-on lire sur le communiqué actant cette réouverture. Cette réouverture débutera par « un plan de cinq vols quotidiens vers les aéroports d'Alger, de Constantine et d'Oran », les plus grandes villes du pays, à partir du 1er juin. Elle s'opérera dans le « strict respect » des mesures préventives contre le Covid-19, toujours selon le communiqué.

La suite à la page 9

ALGERIE

La suite de la page 7



La prochaine réouverture sera sous plusieurs conditions

La joie de cette réouverture était grande chez les algériens de France. Plusieurs millions d'Algériens de l'étranger ont dû composer avec la fermeture des frontières et la suspension des vols commerciaux et des liaisons maritimes décidées le 17 mars 2020.

Un test PCR de moins de 36 heures obligatoire

Il faut rappeler que la fermeture prolongée des frontières a déclenché des mouvements de protestation, sinon de colère, au sein de la nombreuse diaspora algérienne, en particulier en France. Sur les réseaux sociaux, ils sont très nombreux à faire part de leur joie. « L'Algérie va ouvrir ses frontières si vous me voyez plus sur Twitter c'est que je vis ma meilleure vie », commente l'Algérien. Le comité scientifique chargé de l'évolution



L'Algérie enregistre actuellement moins de 200 cas de contamination par jour

de la pandémie de coronavirus en Algérie avait donné jeudi son feu vert, sous « condition stricte », au retour des Algériens bloqués à l'étranger. « Les personnes entrant en Algérie, ressortissants ou étrangers, devront présenter, à leur arrivée, un test PCR de moins de 36 heures et se soumettre à des tests que nous estimons fiables », a expliqué de son côté le ministre de la santé, Abderrahmane Benbouzid.

Pierre Oued.

Ghana : La jeunesse se tourne vers les médias sociaux pour `` résoudre les problèmes du pays ''

Ce qui a commencé comme une campagne sur les réseaux sociaux sous #FixTheCountry est en train de se transformer en un mouvement à part entière propulsé par des Ghanéens à majorité jeunes appelant à de meilleures conditions de vie indique la DW.

Les utilisateurs de médias sociaux au Ghana adhèrent en masse au hashtag #FixTheCountry pour faire pression sur le gouvernement du président Naana Akuffo-Addo pour qu'il améliore la vie de ses concitoyens. En effet, l'initiative des médias sociaux commence à quitter le cyberespace et à faire ses premiers pas dans le monde réel . Les griefs des jeunes portés à l'encontre du pouvoir en place concerne entre autres les question du chômage d'emplois, la corruption, les d'impôts et une meilleure éducation. Ernesto Yeboah, du groupe activiste

La suite à la page 10

GHANA

La suite de la page 9



Le président Akuffo Addo doit faire face aux défis que représente la jeunesse de son pays dans son deuxième mandat

Economic Fighters League, a déclaré à DW que le mouvement actuel est né d'un sentiment parmi les jeunes de ne pas être entendus par les responsables du pays. «Nous avons faim. Les choses vont mal. Les choses sont difficiles. La vie est dure. Et cela ne fait pas la une des journaux.»

Le gouvernement est bien conscient des tensions

Les jeunes, qui constituent l'essentiel de la population africaine, utilisent depuis longtemps les réseaux sociaux pour évacuer leurs frustrations et faire pression sur les gouvernements. Sans admettre qu'elle cédait à la pression, la Ghana National Petroleum Authority a légèrement réduit la semaine dernière les prix de l'essence, après qu'une hausse ait provoqué une indignation généralisée sur les réseaux sociaux. Environ 10% seulement des étudiants ou diplômés



Pour Ernesto Yeboah, du groupe activiste Economic Fighters League, ce mouvement est un appel à un nouveau leadership et le nouveau leadership est sur le point d'émerger des jeunes

universitaires trouvent un emploi un an après avoir terminé leurs études, selon les études. C'est dans un pays qui produit chaque année plus de 270 000 diplômés des universités publiques et privées. Le mécontentement est appelé à grandir et le gouvernement est bien conscient des tensions, d'autant plus que de plus en plus d'utilisateurs se tournent vers les réseaux sociaux pour exprimer des griefs concrets. Les partisans du gouvernement au Ghana ont tenté de lancer une contre-tendance sous le hashtag «FixYourSelf», sans succès.

Pierre Oued.

AFRIQUE

L'Afrique appelle à la désescalade au Proche-Orient avec l'Egypte comme médiateur

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a assuré que la réponse de l'armée israélienne aux centaines de tirs de roquettes depuis la bande de Gaza n'était de loin pas terminée. Après des manifestations pro-palestiniennes dans les pays du Maghreb, et dans plusieurs pays en Afrique subsaharienne, un appel à la" désescalade» est enfin lancé afin de faire cesser les hostilités.



Les virulentes critiques contre Israël au Soudan ou encore en Egypte et dans bien d'autres pays africains comme le Kenya visent à faire pression pour un cessez-le-feu au Proche-Orient



L'Égypte envoie des ambulances et des approvisionnements à Gaza.

Des manifestations se sont déroulées vendredi dans plusieurs villes palestiniennes. Des heurts se sont intensifiés en Cisjordanie, faisant plusieurs morts. Ailleurs, des villes israéliennes ont continué à se barricader par peur de nouvelles émeutes entre Juifs et Arabes. En effet, cette spirale de violence n'a pas laissé les pays africains indifférents. Le Sénégal, pays à 80% musulman et allié indéfectible des Palestiniens, qui dirige depuis des décennies le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a à travers son président Macky Sall, a lancé un «appel à la désescalade». Un activiste kenyan cité par l'agence Reuters, a d'ailleurs dénoncé ce qu'il appelle «le dernier apartheid dans le monde» pour parler des frappes israéliennes sur la bande de Gaza. E Afrique du Sude, le parti au pouvoir, l'ANC fondé par Mandela affiche son soutien pro-palestinien.

Les discussions en coulisse continuent

Face à l'impasse diplomatique

La suite à la page 12

BURKINA FASO

La suite de la page 11

pour mettre un terme au conflit entre Israéliens et Palestiniens, l'Egypte apparaît comme un médiateur incontournable. Son président Abdel Fatah al-Sissi est à Paris pour participer à des discussions. Grande puissance régionale, alliée majeure des États-Unis, elle est à la fois interlocutrice d'Israël et soutien de l'Autorité palestinienne. Le Caire, qui a régulièrement fait office de médiateur lors des crises précédentes, apparaît comme un interlocuteur clé dans ce nouveau conflit. Depuis son accession à la présidence en 2014, Al-Sissi a d'ailleurs rencontré plusieurs fois Benyamin Netanyahou mais le plus souvent de manière assez discrète. Le président al-Sissi entretient d'excellentes relations avec Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne. Dans cet exercice d'équilibre permanent, la semaine dernière le ministère des Affaires étrangères égyptien a condamné «fermement» la nouvelle incursion des forces israéliennes dans la Mosquée Al-Aqsa. La proposition de cessez-le-feu formulée dès mercredi par Le Caire n'a pas abouti, mais les discussions en coulisse continuent.

Pierre Oued.

Développement local : Le comité national aviseur du programme PMI-DEL fait le bilan annuel des travaux



Aglaé Signogta Gouba Da, Coordonnatrice nationale du programme PMI-DEL au Burkina, a présenté le rapport de mise en œuvre du PTA 2020-2021

Le Comité national aviseur du programme "Partenariats municipaux pour l'innovation en développement économique local" (PMI-DEL) a tenu sa rencontre annuelle le 17 mai 2021 à Ouagadougou. La rencontre avait comme objectifs la présentation des résultats de la mise en œuvre du plan de travail annuel 2020-2021 du programme PMI-DEL, la mise à jour et le partage d'informations par les partenaires locaux sur les apprentissages, progrès en DEL , DER et en commerce, la présentation des résultats de la mise en œuvre des projets Fonds d'innovation ainsi que la présentation du plan de travail annuel pour l'année 6 qui court jusqu'en Août 2021.

Le programme "Partenaires municipaux pour l'innovation en développement économique local" (PMI-DEL) est une initiative de la Fédération canadienne des municipalités(FCM) au profit des communes de 6 pays que sont le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali pour ce qui est de l'Afrique et la Bolivie, le Cambodge et le Vietnam. Un programme mis en œuvre en partenariat avec "les associations de pouvoirs locaux"

La suite à la page 13

BURKINA FASO

La suite de la page 12



Bertin Ouiya, Président du Comité national aviseur du programme PMI-DEL,a salué les performances du programme à l'heure du bilan



Une vue des participants à la rencontre

dans ces pays. Le programme PMI-DEL vise à promouvoir le développement économique local durable et inclusif pour contribuer à la prospérité économique à long terme et à la réduction de la pauvreté dans les pays bénéficiaires. Le programme PMI-DEL a pour objectifs spécifiques de renforcer le leadership local en matière de développement économique et d'élaboration de mécanismes de planification et de développement axés sur la croissance, de mettre en place des programmes d'autonomisation économique des femmes et des jeunes des milieux pauvres et marginalisés et enfin de promouvoir le commerce et les investissements ainsi que l'adoption de stratégies de développement économique régional capables de stimuler l'activité économique locale. Dans le cas du Burkina, c'est l'Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF) qui est bénéficiaire du programme et ce programme est mis en œuvre dans quatre communes pilotes bénéficiaires que sont la commune de Bobo, Banfora, Bama et Manga. L'un des critères ayant prévalu au choix des communes de Bobo et Banfora, c'est leur proximité géographique avec des pays voisins comme le Mali et la Côte d'Ivoire qui permet la collaboration avec des communes de ces pays sur des questions de développement économique régional, la promotion du commerce et des investissements au profit de la sous-région africaine, a souligné la coordonnatrice nationale du programme PMI-DEL, Aglaé Signogta Gouba Da. En clair, le choix des communes bénéficiaires a respecté des critères fixés dans le cadre d'un appel à projets à l'issue duquel une cinquantaine de communes avait été retenue, de son point de vue.

Trois acquis majeurs du programme PMI-DEL

Après un peu plus de cinq de mise en œuvre dans les communes

La suite à la page 14

La suite de la page 13

bénéficiaires du Burkina, le plus grand bénéfice que l'AMBF peut tirer de la mise en œuvre du programme PMI-DEL, d'après la Coordonnatrice nationale, Aglaé Signogta Gouba Da, c'est le partage d'expériences, le renforcement des capacités dans la prise en compte du développement économique local. Ce dernier aspect, de l'avis de la coordinatrice nationale, n'avait pas été suffisamment pris en compte dans le processus de décentralisation au Burkina, selon une étude menée en 2014 par le ministère en charge de la Décentralisation. Le gros avantage du Programme c'est la dimension développement économique local que l'AMBF apprend avec la FMC au profit des communes, a relevé la coordonnatrice nationale. Ainsi donc, dit-elle, à partir du programme PMI-DEL, l'AMBF est à même d'apprendre aux communes du Burkina comment on prend en compte le développement économique local dans la mise en œuvre des projets de développement, comment on appuie le développement économique local sur le territoire de chaque commune. A ce jour, en matière de résultats atteints depuis la mise en œuvre du programme en 2016, les performances sont assez encourageantes, en ce sens que beaucoup d'activités ont été réalisées, à entendre Aglaé Signogta Gouba Da, qui estime que d'ici la fin du programme en Août prochain, l'AMBF œuvrera à consolider les acquis, à les capitaliser au profit des communes du Burkina. Bertin Ouiya, président du Comité national aviseur du PMI-DEL, par ailleurs Secrétaire général de l'AMBF et maire de la commune de Siglé dans le Boulkiemdé, a relevé trois acquis majeurs du programme PMI-DEL, à l'heure du bilan : la prise de conscience par les conseils municipaux de l'importance du développement économique local, le renforcement des capacités de l'AMBF en tant que structure faîtière qui a révisé le statut du personnel et relu certains textes pour plus d'efficacité et le renforcement des capacités de certains bénéficiaires (dans les communes) formés par le programme qui ont bénéficié de subventions pour mener des activités. En matière de perspectives, Bertin Ouiya estime que le développement économique local sera pris en charge par les communes qui devront créer des services y afférents et prévoir des budgets à cet effet. Le programme PMI-DEL, exécuté depuis 2016 au Burkina pour une durée de 5 ans, a été prolongé d'un an, à cause de l'impact de la pandémie du COVID 19, selon Bertin Ouiya qui s'est dit confiant quant à l'atteinte des résultats escomptés d'ici la fin en Août 2021 du programme PMI-DEL financé à hauteur de plus de 19,8 millions de dollars.

Lonsani SANOGO



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda : Indignation en RDC après des propos du président rwandais



Selon le journal TV5 Monde du 18 mai 2021, des propos du président rwandais Paul Kagame niant les crimes commis par des armées étrangères il y a plus de vingt ans en République démocratique du Congo ont suscité mardi de vives réactions dans le pays, où beaucoup y ont vu du «négationnisme». Dans une interview accordée lundi aux médias français RFI et France 24, M. Kagame a affirmé que dans l'Est de la RDC, «il n'y a pas eu de crime, absolument pas». Le député Juvénal Munubo, rapporteur de la commission défense et sécurité à l'Assemblée a déclaré à l'AFP que la prise de position de M. Kagame «n'est ni plus ni moins que du négationnisme des crimes commis en RDC». «Nous n'accepterons pas les propos négationnistes de qui que ce soit sur les crimes commis en RDC», a fustigé pour sa part l'opposant Martin Fayulu, déplorant que «les Congolais se fassent narguer du fait de l'absence d'un leadership légitime et fort à la tête du pays». Entre 1996 et 2002, «des armées du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi ont fait régner la terreur et des campagnes d'épuration des populations civiles. Non au négationnisme», a réagi l'ex-ministre de la Jeunesse Billy Kambale.

ILe Maurice/Commission économique : l'opposition s'inquiète du sort des diplômés



À travers les statistiques de la Banque de Maurice et de Statistic Mauritus, les leaders de l'opposition ont démontré la "situation alarmante" dans laquelle se trouve le pays "dans presque tous les secteurs" de l'économie, a rapporté Le Mauricien. « Le secteur des services financiers est déjà négativement touché par la liste noire de l'Union européenne (UE) et du Royaume-Uni. Si le Groupe d'action financière (GAFI) et l'UE maintiennent cette liste jusqu'à fin 2021, le secteur des services financiers sera lourdement frappé et, ce faisant, de nombreux emplois de diplômés seront certainement menacés », ont-ils ajouté selon notre source, en précisant des cas « très inquiétants » dans le secteur du tourisme, de l'agriculture et de la manufacture. En rappel, les membres de la commission économique se réuniront la semaine prochaine. La gestion, la gouvernance des institutions et des entreprises gérées par l'État mauricien seront entre autres les points de l'ordre du jour.

Maroc: Le ministère de la Santé planche sur une nouvelle politique pharmaceutique pour 2021-2025



Le ministère de la santé a annoncé mardi 18 mai 2021, le lancement d'un plan d'action visant à élaborer une politique de médicament couvrant les cinq prochaines années. L'information a été donnée dans un communiqué, cité par le journal Le Matin.

«En application des instructions royales de Mohammed VI, et dans l'horizon de la mise en œuvre du chantier national relatif à la généralisation de la couverture sociale,(...), il est devenu impératif pour notre système national de santé de développer ses futures stratégies dans plusieurs domaines», a ajouté le communiqué selon notre source.

A cet égard, le renouvellement de la politique pharmaceutique nationale pour la période 2021-2025 s'est imposé afin de pouvoir répondre aux aspirations et défis actuels et futurs.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Maroc/Espagne: Le chef du "polisario" devant la juridiction espagnole pour crimes contre l'humanité



Selon l'Agence France Presse (AFP), citée par Le Matin, la justice espagnole vient d'ouvrir un dossier pour crimes contre l'humanité visant le chef des milices du "polisario" Brahim Ghali. Hospitalisé depuis avril dans un établissement de Logroño après avoir contracté le Covid, le chef des séparatistes fait l'objet d'une plainte déposée il y a des années par l'Association sahraouie pour la Défense des Droits de l'Homme, pour des faits présumés de crimes contre l'humanité (génocide, torture, assassinats et disparitions). «Le dossier, traité par l'Audience nationale, un haut tribunal basé à Madrid, a été rouvert en raison de la présence sur le sol espagnol de Brahim Ghali, la police ayant pu formellement l'identifier après son hospitalisation» a ajouté notre source. La prochaine étape devrait en toute logique être la convocation du leader devant le tribunal, selon toujours notre source. A noter que sa présence sur le sol espagnol est l'une des causes de la brouille diplomatique entre le Royaume chérifien et L'Espagne.

Botswana: L'ex président Ian Khama réclame plus de P 1,5 millions à son ex-associé



Selon la Gazette du Botswana, l'ex président Ian Khama demande plus de 1,5 millions de Pesos à l'un de ses associés, McDonald Peloetletse (ancien soldat), pour atteinte à sa réputation, après que ce dernier l'ait accusé sur les réseau sociaux d'avoir volé de l'argent destinés à payer des soldats botswanais de retour à une mission onusienne. Les avocats de Khama (Ramalepa Attorneys) disent que les déclarations sur Facebook étaient diffamatoires et sont une grave violation des droits de Khama. Khama prévient que si Peloetletse ne paie pas les dommages-intérêts demandés, il portera l'affaire devant les tribunaux.

Botswana: La reprise des activités s'annonce avec assurance



Une enquête trimestrielle de la Banque du Botswana, connue sous le nom d'Enquête sur les attentes des entreprises (BES), a révélé que les entreprises locales sont optimistes quant à la reprise économique au cours de la période allant jusqu'en mars de l'année prochaine a rapporté la Gazette du Botswana. À la suite du récent ajustement à la hausse de certains taux d'imposition tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la retenue à la source sur les dividendes aux résidents, l'augmentation de la taxe sur les carburants, ainsi que l'introduction de la taxe sur les boissons sucrées en avril 2021, les entreprises ont indiqué qu'elles prévoyaient une forte augmentation des pressions sur les coûts au deuxième trimestre de l'année, selon notre source. Sur une note positive, l'approvisionnement en eau et le climat politique local ont été considérés comme des facteurs favorables à la conduite des affaires du Botswana au premier trimestre de 2021.

Ouverture des frontières en Algérie le 1er juin : sous quelles conditions ?



Après plus d'un an de fermeture des frontières en raison de l'épidémie de Covid-19, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a expliqué auprès de plusieurs médias locaux les nouvelles mesures restrictives permettant d'envisager une ouverture des frontières, le 1er juin 2021. Le rapatriement des Algériens à l'étranger et l'entrée des voyageurs sur le sol du pays seront encadrés par la présentation d'un test PCR négatif de moins de 36 heures. Un

test antigénique sera également pratiqué à l'arrivée en Algérie. Les personnes testées positives seront soumises à une quarantaine de 10 jours dans un hôtel aux frais des voyageurs. «En ce qui concerne les personnes en provenance de pays connus pour leur forte propagation du virus, celles-ci seront soumises à des mesures plus strictes : après le confinement de dix jours, elles devront subir des examens médicaux approfondis», a également ajouté le ministre de la Santé algérien, sans apporter davantage de précisions pour le moment.

16e Tour cycliste international du Bénin : le Burkinabè Paul Daumont remporte la deuxième étape



Le Burkinabè Paul Daumont a remporté la deuxième étape du 16e Tour cycliste international du Bénin, longue de 100 kilomètres, courue mardi entre les villes de Toucountouna et de Djougou, dans le département de la Donga (nord-ouest), a appris Xinhua auprès de la Fédération béninoise du cyclisme (FBC). Selon la même source, le cycliste burkinabè âgé de 21 ans, a franchi le premier la ligne d'arrivée, en deux heures, quinze minutes et 53 secondes, devançant le coureur ivoirien Abou Sanogo, classé deuxième, et le Béninois Bachiki Idrissou, arrivé en troisième place avec un temps de deux heures, 39 minutes et 34 secondes. Six pays participent au 16e Tour cycliste du Bénin. Outre le pays hôte, il s'agit du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Niger, du Burkina-Faso.

Djibouti : Malgré les efforts du gouvernement, l'utilisation des TIC demeure limitée (ministre)



Le ministre djiboutien de la Communication, Radwan Abdillahi Bahdon, a déploré lundi que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par la population et les entreprises locales demeure très limitée dans son pays. S'exprimant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des TIC, il a estimé que la vulgarisation, la diffusion, l'adoption et l'appropriation de ces technologies étaient insuffisantes à Djibouti. Le ministre a préconisé de redoubler d'ardeur dans la définition des politiques et des stratégies cohérentes de développement des télécommunications et des TIC, en vue de renforcer l'intégration de Djibouti dans la société de l'information. Pour ce faire, le ministre a annoncé la mise en place d'un nouveau projet intitulé Djibouti numérique (...) avec le soutien de la Banque Mondiale pour renforcer la position de Djibouti en tant que hub technologique de l'Afrique de l'Est.

Au Niger, plus de 10 000 déplacés en 48 heures à cause des attaques djihadistes



Plus de 10 000 personnes ont fui leurs villages en 48 heures dans l'ouest du Niger en raison des 'attaques djihadistes répétées, ont indiqué lundi 17 mai les Nations unies et les autorités locales. « Onze mille personnes [soit 1 624 ménages] ont trouvé refuge entre le 14 et le 15 mai dans la ville de Tillabéri [capitale régionale], dans la localité de Namari Gougou et la commune rurale de Sarkoira », selon un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) à Niamey transmis à l'AFP. Ce « déplacement massif » de population a été déclenché par « les attaques récurrentes » contre les civils, selon l'Ocha, citant « assassinats, viols, extorsions de biens et vols de bétail », perpétrés par « les éléments présumés de groupes armés non étatiques, opérant le long de la frontière avec le Mali ».

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

L'Ouganda rouvre son aéroport international après un incendie



L'Ouganda a rouvert mardi son aéroport international d'Entebbe après que les opérations ont été temporairement suspendues suite à un incendie survenu plus tôt dans la journée, a indiqué l'autorité de régulation de l'aviation du pays. L'Autorité de l'aviation civile ougandaise (UCAA) a expliqué dans un tweet que l'incendie qui s'est déclaré dans la société de carburant de l'aéroport a été maîtrisé et que les opérations ont repris. «Un incident impliquant un début d'incendie à la société de carburant de l'aéroport international d'Entebbe s'est produit cet après-midi et a été maîtrisé. La situation a été rétablie et les opérations de l'aéroport sont revenues à la normale», a affirmé l'UCCA. Les causes de l'incendie restent méconnues.

Guinée Bissau : Le chef de l'Etat invite les entrepreneurs portugais à venir explorer les opportunités d'investissement dans le pays



Le président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embalo, a invité mardi les entrepreneurs portugais à venir explorer les opportunités d'investissement dans les secteurs du tourisme, de l'énergie, de l'agriculture et de la pêche en Guinée-Bissau. L'invitation du chef de l'Etat a été lancée selon l'AFP à son homologue portugais Marcelo Rebelo de Sousa, qui effectue une visite de vingt-quatre heures dans le pays. M. Embalo a déclaré à Xinhua que, de même, la Guinée-Bissau, à travers sa diplomatie active, sera la porte d'entrée du Portugal vers les marchés de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui, selon lui, sont des marchés très attractifs avec différentes variantes.Selon Embalo, la visite officielle du chef de l'Etat portugais en Guinée-Bissau s'inscrit dans une logique de réciprocité et de renforcement de bonnes et historiques relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, et leurs peuples respectifs, de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP).

Kenya : la vaccination s'organise dans les villages reculés



Dans l'ouest du Kenya, dans la région de Siaya, une équipe médicale se charge de vacciner les habitants qui n'ont pas la possibilité de se rendre dans les centres de soins.Selon Africa News, une équipe médicale parcourt les villages dans la région de Siaya pour vacciner contre la Covid-19 les habitants de ces contrées reculées. Le village de Nyambare a été l'un des premiers à recevoir la visite des médecins et infirmiers.»Il est difficile pour nous de quitter le village pour rejoindre l'hôpital, parce que nous n'avons pas d'argent pour voyager et parfois pas le temps aussi. Ils nous ont vraiment rendu un grand service en facilitant la vaccination pour nous ici.» se réjouit une habitante, Leah Okada. L'arrivée de la petite équipe est accueillie à chaque fois comme un soulagement dans les zones rurales qui manquent d'informations sur la campagne de vaccination contre la Covid-19. « Je ne savais pas quand je pourrais être vaccinée. J'avais entendu à la radio que la campagne avait débuté mais je ne savais pas si le vaccin viendrait jusqu'à nous «, a expliqué à Africa News Rosemary Aluoch, bénéficiaire du vaccin dans le village de Lunyu. Six mois après le début de la campagne de vaccination, plus de 1,5 milliard de doses de vaccins anti-coronavirus ont été injectées dans les bras des populations du monde entier.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le président du Botswana en visite d'Etat au Lesotho



Le Président du Botswana, M. Mokgweetsi Masisi a effectué le mercredi 19 mai une visite de travail au Royaume du Lesotho. Dans un communiqué, le ministère des Affaires internationales et de la coopération du Botswana a déclaré que le président rencontrera le roi Letsie III pour délibérer sur des questions d'intérêt commun, y compris la situation du COVID-19 afin d'explorer des solutions communes aux problèmes présentés par la pandémie. Selon Africa cgtn ,les deux chefs d'État discuteront également des moyens de renforcer la coopération entre leurs pays dans le cadre de la coopération bilatérale existante, la Commission mixte Botswana-Lesotho de coopération économique et technique (JCETC), créée en mai 2003.Le Botswana et le Lesotho coopèrent dans un certain nombre de domaines tels que les questions judiciaires, l'éducation et le renforcement des capacités des forces de l'ordre.

Plus de 50 disparus dans le naufrage d'un bateau parti de Libye



Un bateau parti de Libye pour rejoindre clandestinement l'Europe a fait naufrage avec environ 90 personnes à bord, et une trentaine de survivants ont été secourus mardi au large de la Tunisie, a indiqué le ministère tunisien de la Défense à l'AFP. Une cinquantaine de personnes sont portées disparues, selon les premiers éléments d'information recueillis par l'AFP. Le porte-parole du ministère, Mohamed Zikri, ajoute que les naufragés avaient été recueillis sur la plateforme pétrolière off-shore Miskar, au large de Zarzis, dans le sud de la Tunisie.

Faure Gnassingbé attendu à Bruxelles pour faire le point de la coopération UE-Togo



Après le sommet de Paris sur le soutien aux économies africaines,le président togolais se rendra à Bruxelles. Dans la capitale européenne, sont prévus des entretiens entre le président togolais et plusieurs personnalités selon Togo first. « Sur invitation du Président du Conseil Européen, S.E.M Charles Michel, le Président de la République Togolaise se rendra ensuite à Bruxelles, où sera discuté le renforcement du partenariat entre l'Union Européenne et le Togo en matière économique, politique et commerciale », a communiqué la Présidence togolaise. Les discussions, selon une source proche de la présidence, devront permettre aux deux parties de faire le point de leur coopération reprise depuis 2006. Également, elles permettront à la délégation togolaise de présenter les nouvelles ambitions du pays inscrites dans la feuille de route gouvernementale et de solliciter le soutien de l'UE. Depuis la reprise de la coopération en 2006, l'UE accompagne le Togo dans plusieurs domaines de développement. Depuis 2018, elle a appuyé le Togo dans sa stratégie de renforcement de la gouvernance politique et de promotion des droits de l'homme, à travers des projets dont le financement est estimé à 17,195 millions £ soit 11, 2 milliards de FCFA.

La Commission électorale propose une nouvelle heure de clôture pour les scrutins au Ghana



La Commission électorale (CE) a proposé que, dans le cadre des réformes électorales, les sondages soient fermés à 15 heures au lieu de 17 heures lors des élections

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

prochaines. La Commission a déclaré en 2019 qu'elle avait annoncé une décision de fermer les bureaux de vote plus tôt lors des dernières élections, mais en raison de la pandémie COVID-19 et des protocoles de sécurité institués dans les bureaux de vote, la Commission n'a pas mis en œuvre cette décision. Mme Jean Mensa, présidente de la CE, a fait la proposition lors de l'ouverture d'un atelier du Comité consultatif interpartis (IPAC) visant à évaluer les processus menant à l'élection de 2020. L'atelier a réuni des parties prenantes, notamment des organisations de la société civile et des partis politiques.

Le Kenya et la Somalie diviseront également le produit des blocs pétroliers contestés



Le Kenya et la Somalie partageront également le produit des ventes de pétrole et de gaz au sein du triangle maritime contesté dans le cadre d'un accord négocié par le Qatar. Un accord expurgé entre les deux États en guerre montre que l'accord de partage 50:50 devrait être signé prochainement à Doha. Le Qatar a un intérêt majeur dans le géant international italien du pétrole Eni, qui mène des explorations sur certains des blocs du territoire contesté. Qatar Petroleum a également signé un accord avec Total, une multinationale française du pétrole et du gaz qui, aux côtés d'Eni, détient une participation de 25% dans les champs pétroliers pour les blocs offshore L11A, L11B et L12, qui ne font pas partie du différend.

Burkina Faso : Au moins un soldat tué dans l'explosion d'une mine dans l'Est



Au moins un soldat burkinabè a été tué et deux autres gravement blessés, mercredi, dans une explosion, au passage de leur véhicule sur une mine, dans la localité de Tialbonga dans la province de la Tapoa dans l'Est du pays, a-t-on appris de sources sécuritaires. Selon un responsable de l'armée, un véhicule militaire a heurté un engin explosif improvisé, mercredi matin, dans la localité de Tialbonga (Est), lors d'une patrouille, tuant un soldat et blessant gravement deux autres. Les blessés ont été pris en charge, selon la même source. Aucune partie n'a revendiqué l'attaque et aucune déclaration officielle n'a été faite à ce sujet jusqu'à mercredi à 10h00 GMT.

Mozambique : Les investisseurs français confiants dans le rétablissement de la sécurité à Cabo Delgado



La direction des groupes d'entreprises français ayant des investissements au Mozambique a exprimé lundi son engagement à continuer d'investir sur le marché mozambicain et s'est déclarée confiante que la sécurité à Cabo Delgado serait rétablie. Lors de sa visite de trois jours en France, le président Nyusi a rencontré lundi des investisseurs français ayant des projets concrets ou des intérêts pour explorer le marché mozambicain. Le PDG Arnaud Pieton a assuré au chef de l'Etat mozambicain que Technip était convaincu que la sécurité à Cabo Delgado serait rétablie.

Mozambique | Nyusi termine sa visite en France



Le président Nyusi a quitté Paris pour le Mozambique mardi soir, portant des promesses de collaboration dans la lutte contre le terrorisme, et d'aide dans le domaine financier et même dans la lutte contre le Covid-19. Lors d'une conférence de presse en

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

fin d'après-midi du mardi , Filipe Nyusi a déclaré qu'il estimait que les objectifs de son voyage à Paris avaient été «remplis». «Nous sommes venus pour participer au sommet (sur les économies africaines) et pour effectuer une visite bilatérale», a-t-il dit, jugeant le sommet «opportun et réussi». Au niveau bilatéral, le chef de l'Etat mozambicain a eu une longue conversation avec son homologue français, Emmanuel Macron.

La Tanzanie ajoute des centres de test Covid-19 à l'aéroport international Julius Nyerere



En Tanzanie, le gouvernement a étendu la fourniture de stations de test Covid-19 dans les aéroports de deux à 10 et a introduit des services de paiement électronique. Les améliorations sont intervenues quelques jours à peine après l'arrivée des passagers qui se sont plaints de passer de longues heures à l'aéroport à attendre d'être testés. Un communiqué publié le mardi 18 mai 2021 par le secrétaire permanent du ministère de la Santé, le professeur Abel Makubi, a annoncé que les services ne prendraient plus que 15 minutes et que les voyageurs ne seraient autorisés à entrer que si les tests étaient négatifs.

L'Arabie saoudite accorde 1 milliard de dollars pour aider les pays africains à lutter contre Covid-19



Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a déclaré mardi que le royaume fournirait aux pays africains 1 milliard de dollars pour les aider à faire face à Covid-19. «L'impact de la pandémie sur les pays africains à faible revenu a été sévère, car elle a élargi le déficit de financement nécessaire pour atteindre les objectifs de développement», a déclaré le prince Mohammed dans une allocution télévisée. «Il est important de poursuivre les efforts internationaux conjoints pour surmonter cette crise», a-t-il ajouté.

La situation à Gaza « ramène de terribles souvenirs de l'apartheid », a déclaré Cyril Ramaphosa



Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a déclaré à FRANCE 24 que la situation à Gaza lui rappelle l'époque de l'apartheid dans son propre pays, évoquant un état d'apartheid. Il a déclaré que l'Afrique du Sud était aux côtés des Palestiniens, mais a exhorté les deux parties à s'asseoir et à négocier comme cela a été fait en Afrique du Sud au début des années 1990.



EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL
Les éditions Sciences-campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 72 07 20 20
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque viaPRESSE.com Cdiscount
MON KIOSK.com fnac viapress.be
SOGAPRESSE ePresse Cultura
emediaplace France loisirs scopalto
orange Tego